

RÉGIMES AUTORITAIRES DANS LE MONDE ARABE

La réalité présente et le sédiment culturel

Comment et par quels mécanismes se sont formés et maintenus les autoritarismes des pouvoirs dans le monde arabe ? Eminent anthropologue, professeur à l'université Princeton, aux Etats-Unis, Abdellah Hammoudi explore le phénomène depuis près de trente ans et lui découvre des fondements culturels. Invité des «Débats de El Watan», il a, excellentement didactique, partagé jeudi les fruits de sa curiosité scientifique.

Sofiane Aït Iffis - Alger (Le Soir) - Le conférencier, qui fut jadis militant partisan au Maroc, son pays, sait, donc, décoder les pulsions sociales, y compris celles indicibles que des sociétés chloroformées laissent échapper. Abdellah Hammoudi a, il est vrai, beaucoup travaillé sur la société marocaine, celle qu'il connaît le mieux mais il a aussi scruté les réalités voisines, entre autres algériennes, tunisiennes et égyptiennes.

Ces réalités l'ont intéressé en ce qu'elles conçoivent comme similitudes mais aussi dissimilitudes. Ce butinage, qui s'est voulu par moments des traversées documentaires de l'histoire, a fourni des éléments essentiels à la compréhension et l'explication de l'autoritarisme dans le monde arabe. L'anthropologue pose, comme esquisse première du décor, cette caractéristique visible de l'autoritarisme : l'importance du discours-monologue. Abdellah Hammoudi avertit de prime abord qu'il disserte sur le phénomène avec le désespoir d'un adulte et non avec l'espoir d'un enfant.

Pour lui, les sociétés arabes, du moins celles maghrébines, étaient dans les années 1960 des sociétés mobilisées. Les aspirations à créer des communautés radicalement distinctes des communautés coloniales configuraient la prospective et, donc, entretenaient l'espoir. Le tournant, le scientifique le situe dans l'alentour des années 1980, lorsque les sociétés arabes connurent des phases accélérées de crises. C'est à cette période qu'a été pris le tournant autoritaire, dans, bien entendu, sa version moderne. Cet autoritarisme, note Abdellah Hammoudi, s'est structuré par la destruction des liens sociaux, la propagation de la rumeur et la généralisation de la suspicion. Le régime autoritaire, que le conférencier s'interdit de confondre avec le régime totalitaire, use de la force, recourt à la corruption et érige la cooptation pour démolir la société. Exemples qui se vérifient valablement dans l'ensemble des pays du Maghreb, les régimes autoritaires refusent des systèmes de négociation et / ou d'arbitrages publics. Ils leur substituent des systèmes de négociation occultes, entre autres à travers l'intrusion d'appareils. Ces autoritarismes ont immanquablement sonné l'échec des Etats nationaux. Mais encore, les Etats arabes n'ont pas pu impulser les éléments de libération collective. Leur impuissance à solutionner des conflits les interpellant en premier chef atteste de cela. Plus visiblement encore, le délitement de l'Etat national se lit dans l'opacité qui entoure la décision. L'anthropologue distingue entre le centre du pouvoir, souvent occulte, et l'Etat dans ses dédoublements institutionnels. Selon lui, à ses régimes autoritaires ont tendance, il est vrai, à s'ouvrir à la base. Mais cette ouverture s'accompagne d'une fermeture du cercle des décideurs réels. Le cercle des décideurs est défini comme un groupe restreint où s'élabore et se prend la décision. Et, à ce niveau, l'admission se fait sur la base de la loyauté au chef et ne s'acquiert aucunement par la connaissance et l'expertise. La société civile ne dispose pas de moyens institutionnels pour exercer un contrôle, dominée qu'elle est par des appareils répressifs. Il est arrivé aussi que les régimes autoritaires régissent même les coutumes du peuple en postulant à leur lui définir. Les régimes autoritaires s'érigent en producteurs exclusifs de l'idéologie et en manipulateurs exclusifs des diversités linguistiques, culturelles, voire ethniques. Les traditions, qui forcément agissent dans la structuration des identités nationales, se trouvent, au besoin, réévaluées. Les régimes autoritaires exploitent à profit les chaînes d'alignement autres que celles rationnelles. Le tribalisme, fort puissant dans le Nord africain, subit la même manipulation, notamment en ce qu'il permet en tant que phénomène d'encadrement. Evidemment, les régimes autoritaires travaillent à la socialisation de la crainte.

S. A. I.

ZERHOUNI À PROPOS DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE DE L'ONU : «Une réaction de "fausse vierge effarouchée"»

Le ministre de l'Intérieur a dénoncé, jeudi, la décision du secrétaire général de l'ONU d'instituer une commission d'enquête indépendante sur les attentats du 11 décembre dernier. Pour Zerhouni, ces investigations n'apporteront rien de nouveau.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Après Abdelaziz Belkhadem, c'est au tour de Nourredine-Yazid Zerhouni de réagir officiellement à la constitution, par Ban Ki-moon, d'une commission d'enquête sur l'attentat qui a ciblé le siège de l'ONU à Alger.

«On a l'impression que ces gens-là s'étonnent comme une fausse vierge effarouchée», a déclaré, jeudi, le ministre de l'Intérieur en marge d'une séance plénière de l'APN.

Pour lui, cette commission n'apportera aucun élément nouveau. «Aujourd'hui, ce monsieur (le secrétaire général de l'ONU, ndr) décide d'instituer une commission.

Mais que va-t-elle apporter de plus ? A-t-elle une baguette magique qui va nous permettre de faire sortir les organisateurs de

cet attentat de Sid Ali Bounab (fief des terroristes) ? S'ils veulent aller au djebel Bounab, alors qu'ils soient les bienvenus. Et s'ils ont cette solution magique pour quoi ne l'ont-ils pas présentée par le passé lorsque l'Algérie était seule à combattre le terrorisme ?

Mais je ne pense pas que cette commission d'enquête apportera quelque chose de nouveau», soulignera Zerhouni en laissant entendre que le gouvernement algérien s'oppose à cette initiative.

Le ministre de l'Intérieur — dont le département est chargé de gérer la communication sécuritaire — a également indiqué qu'il est impossible de transformer tous les édifices en «bunkers».

«Nous n'avons jamais dit que nous écarterions des opérations terroristes du type que nous avons

subi le 11 décembre. Mais aujourd'hui, est-il acceptable de transformer tous les édifices officiels, nationaux ou étrangers, en bunkers ? Personnellement, j'ai toujours appelé l'opinion publique algérienne à faire preuve de vigilance et à se mobiliser pour contrer le terrorisme.»

Notons, par ailleurs, que le responsable du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), a indiqué mercredi dernier que le gouvernement

algérien n'avait pas répondu à une demande de l'ONU pour renforcer la sécurité des locaux onusiens après les attentats du 11 avril à Alger.

D'après Kemal Dervis, le responsable de la sécurité aurait demandé «au gouvernement des mesures de sécurité particulière, dont le bouclage de la rue et que le gouvernement n'a pas répondu». «Il n'y a pas eu de réponse écrite à une demande officielle.»

T. H.

ANNULATION DE LA VISITE DE BOUTEFLIKA À CONSTANTINE «Une question de calendrier»

Interrogé, jeudi, à propos de l'annulation de la visite de Bouteflika à Constantine, Zerhouni s'est contenté de répondre que c'est «une question de calendrier». Le ministre de l'Intérieur n'en dira pas plus. Rappelons que cette visite de

travail et d'inspection dans cette wilaya avait été annulée à la dernière minute par les services de la présidence. Aucune raison n'avait été annoncée officiellement pour expliquer cette décision.

T. H.

GRAVE PÉNURIE DU N2O DANS LES CHU

Les kamikazes stoppent la chirurgie !

L'activité chirurgicale dans la majorité des établissements sanitaires du pays est presque à l'arrêt puisque limitée aux seuls cas urgents. Et pour cause, des restrictions dans l'approvisionnement du protoxyde d'azote, substance anesthésiante indispensable pour tout acte chirurgical après l'arrêt de la production du nitrate d'ammonium, matière première entrant dans la composition dudit gaz.

Ces mesures, faut-il le signaler, ont été prises suite aux conclusions des services de sécurité, concernant l'utilisation massive par les groupes terroristes du nitrate d'ammonium dans la fabrication des engins explosifs.

«La situation est, pour le moins, catastrophique ! Nous avons épuisé le stock de sécurité du gaz anesthésiant, le protoxyde d'azote (N2O) en l'occurrence, et l'activité opératoire risque de s'arrêter dans les 20 jours à venir», a déploré le directeur de l'unité de Constantine de Linde Gas Algérie (ex-Entreprise nationale des gaz industriels).

La pénurie de ce gaz est due à l'arrêt de la production des nitrates d'ammonium, utilisés comme matière première dans sa production, laquelle a été soumise, contre toute raison, à autorisation des services de sécurité sous prétexte de son caractère explosif et ce, depuis octobre 2007.

En tout cas, le pire est à craindre dans les hôpitaux puisque l'approvisionnement en protoxyde d'azote, réduit depuis deux mois à son plus bas niveau, pourrait s'arrêter du jour au lendemain. Seuls les CHU implan-

filiale d'Asmidal qui produit cette matière, honorée, faut-il le dire, a été bloquée au niveau de la plate-forme pétrochimique d'Arzew. Toutes les tentatives des responsables de Linde Gas Algérie de débloquer cette marchandise ont été vaines, selon M. Fertoul. «En sentant le danger, nous avons vite alerté les structures sanitaires dépendantes de nos approvisionnements (les wilayas de l'Est). Une correspondance qui date du 24 novembre 2007 leur a expliqué la nécessité de revoir à la baisse leurs plannings des interventions chirurgicales et de ne traiter que les urgences, jusqu'à nouvel ordre», a-t-il dit.

De son côté, le directeur des structures sanitaires au niveau du ministère de la Santé a émis une note à l'intention des responsables des équipements dans les structures sanitaires pour prendre leurs dispositions par rapport aux stocks de sécurité en protoxyde d'azote.

Ceux qui ont pris leurs dispositions à temps, indique une source hospitalière, ont pu garder la cadence de leur activité au moment où certains CHU ont enregistré un arrêt de l'activité opératoire pendant plusieurs jours, au mois de décembre dernier. «Ils ont dû acheter à hauteur de 600 DA/kg le protoxyde d'azote importé alors qu'il valait 250 DA avant la crise», précise la même source.

Le recours à l'importation, ajoute M. Fertoul, n'a pas réglé le

problème quoiqu'il ait absorbé un petit peu la tension. Nos voisins tunisiens et libyens n'ont pas été d'un grand secours, eu égard à l'indisponibilité du protoxyde d'azote chez eux également, lesquels d'ailleurs l'importaient d'Algérie.

D'ailleurs, la première citerne, raconte M. Fertoul, en provenance de la Tunisie où est implanté un producteur français, a été bloquée pendant 18 jours entre les douanes tunisiennes et algériennes à cause précisément d'une histoire d'autorisation. «Nous avons enregistré une perte de l'ordre de 2000 litres sur les 8000 que contenait la citerne durant ce blocage, avant d'avoir l'autorisation.

Cependant, ce quota nous a permis de dépanner les structures sanitaires d'Alger de 40 bouteilles (la bouteille pèse 34 Kg) lors des attentats qui ont secoué la capitale le 11 décembre dernier. Heureusement que nous avons reçu la citerne 3 jours avant, sinon les conséquences pour les victimes de ces attentats auraient pu être plus graves», dira-t-il.

Aussi anecdotique que cela puisse paraître, un professeur actif dans une clinique privée à Constantine a été surpris, ces derniers jours par le réveil d'un malade en pleine intervention chirurgicale parce que l'anesthésiste ne lui a pas administré la dose nécessaire, histoire d'économiser un peu de protoxyde d'azote. Bref, tous les consommateurs de ce gaz ont dû gérer durant plus de deux mois une situation de crise qui risque de durer. Si l'Entreprise nationale des gaz industriels (ENGI), transférée depuis le 1er juillet 2007 au groupe allemand Linde et aussi la filiale Fertoul ont subi un préjudice financier important ces deux derniers mois, l'arrêt de la production a quant à lui mis en péril la vie de plusieurs de malades pour cause de réduction conséquente du nombre d'interventions chirurgicales, dans la majorité des infrastructures sanitaires du pays.

Lyas Hallas

DERNIÈRE MINUTE

La production reprend, le problème persiste

La commission ad hoc a finalement octroyé à Fertoul l'autorisation de production des nitrates d'ammonium non enrobé, matière première utilisée dans la production du gaz anesthésiant, le protoxyde d'azote (N2O) mardi dernier. Néanmoins, cette mesure n'est pas censée régler aussitôt le problème, selon M. Faygal Fertoul, directeur de l'unité de Constantine de Linde Gas Algérie puisque l'acheminement de ce produit explosif pose problème, notamment pour son escorte.

«Les nitrates d'ammonium n'arriveront pas avant 15 jours, même si on considère que tout est parti sans contraintes. L'escorte de cette matière explosi-

ve depuis Oran en passant par Alger prend beaucoup de temps d'autant que le transport de 200 tonnes de cette matière nécessite un train spécial et des wagons blindés pour éviter le pire en cas de sinistre», a-t-il expliqué.

Il est à noter que le management de l'entreprise nationale des gaz industriels (ENGI) a été transféré depuis juillet 2007 au groupe allemand Linde. Ce leader mondial des gaz industriels a été retenu par le conseil des participations de l'Etat pour l'acquisition de 66% des actions du capital de l'ENGI que détenait l'Etat à 100% via la SGP GEPHAC.

L. H.